

Espace public, action collective et savoir social : Robert Gourel et le *Statistical Account of Upper Canada*

JEAN-GUY PRÉVOST*

Le Statistical Account of Upper Canada de Robert Gourel se distingue radicalement de tous les émigrant guides, récits de voyageurs et autres ouvrages descriptifs publiés sur le Haut-Canada qui le précèdent. Une dimension ouvertement politique s'exprime principalement dans l'introduction générale, dont le titre complet révèle l'ambition élevée que poursuit son auteur : la résolution du problème de la pauvreté en Grande-Bretagne par le projet d'une émigration massive vers le Haut-Canada sous-peuplé. Le projet de réaliser une description à la fois globale et détaillée des conditions de la colonie apparaît comme une condition essentielle à la réussite de cette entreprise. Cet article retrace la genèse de l'ouvrage et montre à quel point le caractère unique du Statistical Account réside d'abord dans la conjonction qui s'est opérée entre les moyens mis en oeuvre pour réaliser le projet de dresser le tableau statistique d'un territoire donné, et les griefs jusqu'alors non exprimés d'un nombre considérable d'habitants de ce territoire. Ni la mobilisation politique, ni le contenu de son ouvrage n'auraient pu émerger indépendamment des formes cognitives mises en oeuvre par Gourel : d'abord l'enquête elle-même; puis toute la rhétorique déployée pour donner consistance et force de conviction au tableau dressé. C'est le travail de mise en forme, par la construction de tout un réseau d'objets matériels et idéels destinés à donner aux territoires et aux communautés une mesure commune, qui fait advenir « le social » et le constitue en savoir.

Robert Gourel's A Statistical Account of Upper Canada differed radically from all the preceding emigrant guides, travelogues and other descriptive works published about Upper Canada. An overtly political dimension was evident especially in the general introduction, the full title revealing its author's lofty ambition: resolution of the problem of poverty in Great Britain by massive emigration to under-populated Upper Canada. Developing an overall yet detailed description of conditions in the colony appeared an essential condition for the success of this enterprise. This article traces the origins of Gourel's account and shows to what extent its unique char-

* Jean-Guy Prévost est professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. L'auteur désire remercier Jean-Pierre Beaud, Bruce Curtis et les évaluateurs anonymes choisis par la revue, ainsi que le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

acter rests in the conjunction between the methods employed to achieve the task at hand, drawing a statistical picture of a given territory, and the grievances, until then unexpressed, of a considerable number of the inhabitants. Neither the political mobilization, nor the content, of Gourlay's account can be separated from the cognitive forms he employed: first the survey itself, then the rhetorical forms used to give consistency and strength of conviction to the picture presented. It is this task of giving form, by constructing a pattern of material and conceptual facts intended to give territories and communities a basis for comparison, that created the concept of "the social" as knowledge.

LE 13 AVRIL 1822 paraît à Londres, sous la signature de Robert Gourlay, un imposant *Statistical Account of Upper Canada*, composé de trois forts livres et totalisant près de deux mille pages. Même si le projet de dresser un « tableau » de la province anime une bonne part des *emigrant guides*, récits de voyageurs et autres ouvrages descriptifs publiés sur le Haut-Canada depuis le tournant du XIX^e siècle, celui de Gourlay se distingue radicalement de toute la littérature qui le précède. Sur le plan politique d'abord, il s'inscrit dans la foulée des courants et mouvements qui agitent l'Écosse et l'Angleterre depuis le tournant du siècle et auxquels Gourlay s'est personnellement associé à plusieurs reprises. Le *Statistical Account*, qui fait suite à une production pamphlétaire déjà abondante de la part de son auteur, est d'emblée un « tract » politique « réformiste » et « radical », et d'autant plus virulent que sa préparation a valu à Gourlay plusieurs agressions physiques, trois emprisonnements, dont un de huit mois, et finalement la déportation du Haut-Canada avec interdiction de retour sous peine de mort. Cette dimension ouvertement politique s'exprime principalement dans l'introduction générale, « probablement la plus longue dans l'histoire de l'édition¹ », publiée séparément et dont le titre complet, *General Introduction to Statistical Account of Upper Canada, Compiled with a View to a Grand System of Emigration in Connexion with a Reform of the Poor Laws* révèle l'ambition élevée que poursuit son auteur : rien de moins que la résolution du problème de la pauvreté en Grande-Bretagne par le projet d'une émigration massive vers le Haut-Canada sous-peuplé.

Mais la rupture par rapport aux publications antérieures se situe également sur le plan cognitif. Le projet de réaliser un *statistical account* de ce territoire, c'est-à-dire une description à la fois globale et détaillée des conditions de la

1 Lois Darroch Milani, *Robert Gourlay, Gadfly*, Ampersand Press, 1971, p. 222. La *General Introduction* compte plus de 500 pages. Ayant pour double objet de présenter les idées politiques de l'auteur et de protester contre le bannissement, à ses yeux injuste et illégal, dont il a été l'objet, cette introduction réunit une collection passablement diversifiée de documents (brochures et articles de l'auteur déjà publiés, correspondance, débats parlementaires, pétitions), qui constituent en fait la principale source permettant de reconstituer le séjour de l'auteur au Canada et, plus généralement, sa biographie. De façon significative, elle s'ouvre sur une adresse à Joseph Hume (1777–1855), philosophe politique écossais associé aux utilitaristes Jeremy Bentham et James Mill, porte-parole du mouvement réformateur britannique et député à la Chambre des Communes en 1812, puis de 1819 à 1855.

colonie, apparaît comme une condition essentielle à la réussite d'une entreprise à certains égards proprement utopique. L'absence d'un savoir administratif constitué sur lequel pourrait s'appuyer une analyse sérieuse des progrès de la colonie — alors qu'aux États-Unis et en Angleterre sont organisés des recensements depuis, respectivement, 1790 et 1801, le dernier recensement du Haut-Canada remonte à 1783 — est toutefois déplorée par plusieurs auteurs, qui ne peuvent, par exemple, estimer le chiffre de la population que de façon très approximative². En fait, la connaissance et la maîtrise par les autorités coloniales du territoire et de la population qui l'occupe en partie demeurent au seuil du XIX^e siècle bien fragiles : en témoignent aussi bien, dans des registres tout à fait différents, l'incursion américaine de 1812 que la méconnaissance avouée de la superficie et de la topographie de la province. Gourlay décide donc de procéder lui-même à une enquête par questionnaire sans précédent, modelée en partie sur celle du monumental *Statistical Account of Scotland*, dont les 21 volumes furent publiés par Sir John Sinclair entre 1790 et 1799. En octobre 1817, soit à peine quatre mois après son arrivée au Canada, il publie une *Address to the Resident Landowners of Upper Canada* contenant 31 questions et appelant les habitants à se réunir publiquement pour y répondre; il promet qu'une fois recueillis, les renseignements seront rendus publics, sous la forme d'un « statistical account of Upper Canada ». En 1822, malgré les persécutions subies, la maladie, le décès de son épouse et le caractère incomplet des renseignements recueillis, Gourlay tient sa promesse et publie les résultats de son enquête, même si, en raison de l'obstruction menée par les autorités, elle ne couvre en fin de compte que 70 des 158 *townships* de la province³.

Les ouvrages et articles consacrés à l'auteur du *Statistical Account* portent essentiellement sur l'impact politique de son bref séjour dans le Haut-

2 George Heriot, en 1807, l'avait évaluée à 80 000 âmes. Barnabas Bidwell, quatre ans plus tard, devait réviser ce chiffre à la baisse : à partir de rapports fiscaux portant sur l'ensemble de la province et du dénombrement de la population d'un *township*, il opérait une projection fondée sur le ratio entre personnes taxées et nombre total d'habitants de ce *township* et arrivait ainsi au chiffre de 76 984. Mais le recours à ce genre de procédure est rarissime (et l'ouvrage de Bidwell n'est d'ailleurs pas publié, en raison du déclenchement de la guerre de 1812). Plus typique est l'attitude de David Anderson qui se contente d'approximations grossières et déplore l'absence de données issues de recensements récents : « Perhaps the descendants of the French colonists constitute three-fourths or four-fifths of the whole population. As no census has been taken since the year 1783, it becomes impossible to state accurately what the population at present is » (David Anderson, *Canada: or, a View of the Importance of the British American Colonies*, Londres, 1814, p. 46).

3 Le tome I, présenté comme un « Volume of Statistics », contient les *Sketches of Upper Canada* de Barnabas Bidwell (voir n. 2), rédigés en 1811, les *Townships Reports*, qui forment le cœur statistique de l'ouvrage (un peu plus de 300 pages sur 625), quelques notes sur le Bas-Canada et un *General Summary*. Le tome II, présenté comme un « Volume of Politics », rassemble pour sa part une série de documents ayant trait à l'histoire politique du Haut-Canada (dont quelque 80 pages reprises au Duc de la Rochefoucauld Liancourt) ainsi que deux sections intitulées *Review* et *Parliament and the People*, dans lesquelles l'auteur revient sur les péripéties ayant entouré son passage mouvementé d'un peu de plus de deux ans dans la colonie. Un troisième volume, annoncé par l'auteur, ne vit jamais le jour.

Canada⁴. En deux ans à peine, dont quelque huit mois passés en prison, Gourlay fut à l'origine du premier mouvement de protestation politique dans la courte histoire de la province, donnant voix aux critiques que suscitaient chez plusieurs colons les politiques relatives à l'octroi des terres⁵. Selon une voyageuse anglaise de l'époque, les colons les plus pauvres estimaient que Gourlay avait bien rendu compte des causes de leur mécontentement⁶. Plusieurs auteurs l'ont d'ailleurs présenté comme un précurseur de la rébellion de 1837⁷. L'intérêt que revêt aujourd'hui le *Statistical Account of Upper Canada* ne tient toutefois pas seulement au fait qu'il constitue une source d'information sans équivalent sur le Haut-Canada de l'époque⁸. L'objet de cet article est en effet de retracer la genèse de l'ouvrage et de montrer à quel point le caractère unique du *Statistical Account* réside d'abord dans la conjonction qui s'est opérée entre les moyens mis en oeuvre pour réaliser un projet spécifique, celui de dresser le tableau statistique d'un territoire donné, et les griefs jusqu'alors non exprimés d'un nombre considérable d'habitants de ce territoire. En effet, ni la mobilisation politique qui a fait de Gourlay le premier « entrepreneur politique » dans l'histoire de la province, ni le contenu de son ouvrage n'auraient pu émerger indépendamment des formes cognitives introduites par lui. Par formes cognitives, nous désignons ici le répertoire d'outils intellectuels susceptibles de « standardisation » et mis en oeuvre par Gourlay soit pour faire advenir la matière du tableau, soit pour la constituer en vue de sa dissémination : d'abord l'enquête elle-même, c'est-à-dire le questionnaire, la publicité qui en est faite, les procédures mises en place pour obtenir des réponses; puis toute la rhétorique — tableaux statistiques au sens étroit et technique du terme, arguments fondés sur le nombre, totalisations diverses, procédures de quantification des opinions, pourcenta-

4 Sur ce sujet, voir : Aileen Dunham, *Political Unrest in Upper Canada 1815–1836*, Londres, Longman, Green and Co., 1927; Gerald M. Craig, *Upper Canada: The Formative Years, 1784–1841*, Toronto, McClelland & Stewart, 1963; S. D. Clark, *Movements of Political Protest in Canada, 1640–1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1959; et Sydney F. Wise, « Robert Fleming Gourlay », *Dictionnaire biographique canadien*, vol. 9, p. 363–370.

5 Comme l'écrit G. M. Craig, les réponses à l'enquête de Gourlay constituaient a « comprehensive evidence of widespread resentment against the results of provincial land policies » (*Upper Canada: The Formative Years*, p. 132). Gourlay ne fut certes pas le premier à critiquer le système politique du Haut-Canada — avant lui, le juge Robert Thorpe, Joseph Willcocks, l'éditeur de l'*Upper Canada Gazette*, et John Mills Jackson devaient encourir les foudres des autorités, mais il fut le premier à donner au conflit qui l'opposait à elles la dimension d'un mouvement.

6 Frances Wright D'Arusmont, *Views of Society and Manners in America in a Series of Letters, During the Years 1818, 1819, and 1820*, Londres, 1821, p. 269. Passage cité par Lillian F. Gates, *Land Policies of Upper Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1968, p. 116.

7 Ainsi, la biographie rédigée par Lois Darroch Milani (*Robert Gourlay, Gadfly*) est-elle significativement sous-titrée : *Forerunner of the Rebellion in Upper Canada 1837*. De même J. C. Dent ouvre-t-il son histoire de la rébellion sur un chapitre consacré au procès Gourlay (*The Story of the Upper Canadian Rebellion*, Toronto, 1885).

8 Selon S. R. Mealing, éditeur de la version abrégée du *Statistical Account of Upper Canada* publiée par McClelland & Stewart en 1973, « the resulting compendium of information was without precedent and remained without rival in the history of Upper Canada » (p. 13).

ges, calculs de progression — déployée pour donner consistance et force de conviction au tableau dressé. À rebours de l'empirisme spontané induit par la routinisation et la naturalisation de ces formes à travers près de deux siècles d'enquêtes et de recensements, le caractère fruste et en quelque sorte prototypique qu'elles revêtent dans le *Statistical Account* nous montre que le « social » ne préexiste pas à ces formes : au contraire, c'est précisément ce travail de mise en forme, par la construction de tout un réseau d'objets matériels et idéels destinés à donner aux territoires et aux communautés une mesure commune, qui le fait advenir et le constitue en savoir.

Les origines intellectuelles du *Statistical Account of Upper Canada*

Par son titre même, l'ouvrage de Gourlay revendique son appartenance à un genre : celui du *statistical account*, dont le *Statistical Account of Scotland* de Sir John Sinclair constitue le prototype. D'un point de vue générique, le *statistical account* ou « tableau statistique » occupe une position médiane et transitoire entre deux types de description de l'état d'un pays : d'une part, le récit de voyage ou de séjour, fondé sur l'expérience vécue par son auteur et de facture classiquement littéraire; d'autre part, l'annuaire statistique officiel, produit d'un quadrillage administratif et document destiné à la consultation méthodique plutôt qu'à la lecture linéaire. Par contraste avec les conventions qui régissent le premier, le tableau statistique met en oeuvre, de façon modeste au début, puis en leur accordant une place de plus en plus grande, une série de procédés discursifs et graphiques jusqu'alors peu courants : descriptions faisant appel aux chiffres, discussions relatives au nombre de la population, tableaux synthétisant des renseignements relatifs à un territoire particulier ou à l'ensemble du pays. Rompant partiellement avec le caractère local, singulier et subjectif de cette littérature exotique, le *statistical account* permet, en raison précisément des procédés de mise à distance qu'il introduit, l'appréhension de phénomènes et de relations jusque-là insoupçonnés. La mise sur pied de bureaux de statistiques, l'organisation de recensements réguliers et la publication d'annuaires statistiques, en d'autres mots la capacité accrue des autorités politiques à maîtriser le territoire et ses occupants et le développement concomitant d'un monopole de l'autorité statistique légitime, retireront bientôt sa pertinence à cet éphémère genre colonial, dont l'existence couvrira essentiellement la première moitié du XIX^e siècle⁹.

On trouve en effet, au cours de cette période, des *statistical accounts* consacrés à l'Irlande (1812), aux États-Unis (1819), à l'Australie (New South Wales, 1820), à la Colombie (1822), à la Nouvelle-Écosse (1829), au Nouveau-Brunswick (1844), à l'Île de Man (1845), aux Bermudes (1848) ou encore à l'Île Maurice (1849) (voir tableau 2). Ces *statistical accounts* constituent un véritable réseau intertextuel dont l'intrication peut être illustrée

⁹ En ce qui concerne le Haut-Canada, la parution du dernier *statistical account*, celui de W. H. Smith (voir tableau 2), coïncide incidemment avec la réalisation du recensement de 1851.

Tableau 1 Quelques ouvrages consacrés au Haut-Canada (1799–1821)

| | |
|------|---|
| 1799 | <i>Travels through the United States of North America, the Country of the Iroquois, and Upper Canada, in the years 1795, 1796, and 1797</i> (La Rochefoucault Liancourt)* |
| 1799 | <i>A Short Topographical Description of his Majesty's Province of Upper Canada</i> (David Smyth) |
| 1805 | <i>Sketch of His Majesty's Province of Upper Canada</i> (D'Arcy Boulton) |
| 1807 | <i>Travels through the States of North America, and the Provinces of Upper and Lower Canada, during the Years 1795, 1796 and 1797</i> (Isaac Weld) |
| 1807 | <i>Travels through the Canadas</i> (George Heriot)* |
| 1809 | <i>A View of the Political Situation of the Province of Upper Canada in North America</i> (John Mills Jackson)* |
| 1809 | <i>Letters from Canada, Written during a Residence there in the Years 1806, 1807, and 1808</i> (Hugh Gray) |
| 1810 | <i>Letters from an American Loyalist in Upper Canada to his Friend in England</i> (Richard Cartwright)* |
| 1813 | <i>A Geographical View of the Province of Upper Canada</i> (Michael Smith) |
| 1814 | <i>Travels through Lower Canada, and the United States of North America in the Years 1806, 1807, and 1808</i> (John Lambert) |
| 1814 | <i>Canada: or, a View of the Importance of the British American Colonies</i> (David Anderson) |
| 1819 | <i>Facts and Observations Respecting Canada and the United States</i> (Charles Grece)* |
| 1820 | <i>A Visit to the Province of Upper Canada in 1819</i> (James Strachan)* |
| 1820 | <i>A Few Plain Directions for Persons Intending to Proceed as Settlers to His Majesty's Province of Upper Canada</i> (« English Farmer »)* |
| 1820 | <i>The Emigrant's Guide to the British Settlements in Upper Canada</i> (Anonyme)* |
| 1820 | <i>The Emigrant's Guide to Upper Canada</i> (Charles Stuart)* |
| 1821 | <i>Sketches of Upper Canada</i> (John Howison)* |

* Les ouvrages marqués d'une astérisque sont cités par Gourlay.

par le jeu des citations croisées qu'on y trouve : ainsi, Gourlay cite-t-il l'ouvrage de W. C. Wentworth sur l'Australie, de même que celui d'Edward Gibbon Wakefield sur l'Irlande, qui lui-même citait le *Statistical Account* de Sinclair de même que l'enquête menée par Gourlay en 1801 pour le compte du *Board of Agriculture*, présidé par le même Sinclair; de la même façon, Joseph Bouchette, dans sa *Topographical and Statistical Description of the Provinces of Lower and Upper Canada* (1832), cite-t-il Gourlay qui avait lui-même repris des extraits de l'ouvrage publié par Bouchette en 1815. Au sein du genre, le *Statistical Account of Upper Canada* constitue lui-même une sorte de relais nord-américain : après le *Historical and Statistical Account of Nova Scotia* de Thomas C. Haliburton, on verra paraître le *His-*

Tableau 2 Un nouveau genre : le *statistical account* (1799–1867)

| | |
|-----------|--|
| 1791–1799 | <i>The Statistical Account of Scotland</i> (Sir John Sinclair) |
| 1812 | <i>An Account of Ireland, Statistical and Political</i> (Edward G. Wakefield) |
| 1819 | <i>A Statistical, Political, and Historical Account of the United States of America</i> (David B. Warden) |
| 1820 | <i>A Statistical, Historical and Political Description of the colony of New South Wales, and its dependent settlements in Van Diemen's Land</i> (W. C. Wentworth) |
| 1822 | <i>Colombia: being a geographical, statistical, agricultural, commercial, and political account of that country</i> (Alexander Walker) |
| 1825–1826 | <i>Analysis of the statistical account of Scotland</i> (Sir John Sinclair) |
| 1829 | <i>An Historical and Statistical Account of Nova Scotia</i> (Thomas C. Haliburton) |
| 1832 | <i>The British Dominions in North America; or a Topographical and Statistical Description of the Provinces of Lower and Upper Canada, New Brunswick, Nova Scotia, the Islands of Newfoundland, Prince Edward, and Cape Breton</i> (Joseph Bouchette) |
| 1833 | <i>Tableau statistique des deux Canadas</i> (Isidore Lebrun) |
| 1839 | <i>Political and Statistical Account of the British Settlements in the Straits of Malacca</i> (Thomas J. Newbold) |
| 1841 | <i>A Descriptive and Statistical Account of Upper Canada: shewing its Great Adaptation for British Emigration</i> (Thomas Rolph) |
| 1844 | <i>A Historical and Statistical Account of New Brunswick</i> (Christopher W. Atkinson) |
| 1845 | <i>An Historical and Statistical Account of the Isle of Man</i> (Joseph Train) |
| 1845 | <i>The New Statistical Account of Scotland</i> (By ministers of the respective parishes, under the superintendence of a committee of the Society for the Benefit of the sons and daughters of clergy) |
| 1848 | <i>An Historical and Statistical Account of the Bermudas: from their discovery to the present time</i> (William F. Williams) |
| 1849 | <i>An Historical, Political and Statistical Account of Mauritius and its Dependencies</i> (Charles Pridham) |
| 1851 | <i>Canada: Past, Present and Future: being a historical, geographical, geological and statistical account of Canada West</i> (William H. Smith) |
| 1852 | <i>An Historical and Statistical Account of New South Wales</i> (John D. Lang) |
| 1867 | <i>A Statistical Account of British Columbia</i> (Arthur Harvey) |

torical and Statistical Account of New Brunswick de Christopher W. Atkinson, un second *Statistical Account of Upper Canada*, dû à Thomas Rolph, l'ouvrage de William H. Smith (*Canada: Past, Present and Future: being a Historical, Geographical, Geological and Statistical Account of Canada West* [1851]), qui cite abondamment Gourlay, et, enfin, comme pour conclure géographiquement et historiquement la série, un *Statistical Account of*

British Columbia (1867) dû à Arthur Harvey, fort probablement le premier membre canadien de la *London Statistical Society* et l'initiateur de l'annuaire statistique du Canada. Par-delà son adhésion aux conventions du genre (parmi lesquelles l'ambition d'offrir un tableau d'ensemble des conditions — géographiques, démographiques, historiques, politiques — d'un territoire donné, la place relativement importante du chiffre dans cette description — par opposition au récit de voyage, plus narratif et plus anecdotique — et l'idée d'une mesure du progrès), le *Statistical Account of Upper Canada* peut se lire également comme une sédimentation des courants, thèmes et combats politiques et idéologiques auxquels s'est associé Gourlay au cours des quelque 20 ans qui ont précédé sa venue au Canada.

Le discours de l'*improvement*

Un des vocables les plus caractéristiques de l'Angleterre et de l'Écosse du tournant du XIX^e siècle est celui d'*improvement*. Certes, le mot, que l'on peut traduire par amélioration, perfectionnement ou progrès, possède déjà, à cette époque, « une longue et respectable ascendance¹⁰ », mais il connaît à partir du dernier quart du XVIII^e siècle un succès foudroyant : il renvoie d'abord aux progrès accomplis sur le plan de l'agriculture (on parle couramment des « agricultural improvers »), mais aussi aux perfectionnements intellectuels, moraux et, éventuellement, politiques qui s'accomplissent ou devraient s'accomplir en vue du « general improvement of mankind ». Gourlay utilise abondamment le terme, de même que ses corollaires « perfection » et « progress », tout au long du *Statistical Account*¹¹.

L'un des plus éminents *improvers* de cette période est justement Sir John Sinclair, l'auteur du *Statistical Account of Scotland*. Fondateur du *Board of Agriculture* qui voit le jour en 1793, Sinclair est un promoteur des changements que connaît l'agriculture à la fin du XVIII^e siècle : extension des surfaces cultivées (notamment par l'*enclosure* des champs ouverts et l'ouverture des terres en friche), amélioration des méthodes d'exploitation, introduction de nouvelles cultures et d'une nouvelle machinerie agricole¹². Voyageur infatigable, Sinclair est également l'auteur d'une oeuvre épistolaire impressionnante : il correspond avec tous les présidents américains depuis Washington jusqu'à Monroe, l'ensemble des cours d'Europe et la plupart des grandes figures intellectuelles de l'époque, depuis Adam Smith jusqu'à Jean-Baptiste Say, en passant par Malthus et Erasmus Darwin¹³.

10 Asa Briggs, *The Age of Improvement, 1783–1867*, Londres, Longman, 1959, p. 1.

11 L'adresse d'octobre 1817, dans laquelle Gourlay fait connaître son projet d'enquête statistique, contient elle-même quatre occurrences du mot.

12 Briggs, *The Age of Improvement*, p. 41. Sur Sinclair, voir la biographie de Rosalind Mitchinson, *Agricultural Sir John: The Life of Sir John Sinclair of Ulbster 1754–1835*, Londres, Geoffrey Bles, 1962.

13 *The Correspondence of the Right Honorable Sir John Sinclair, bart. with reminiscences of the most distinguished characters who have appeared in Great Britain, and in foreign countries, during the last fifty years*, Londres, 1831, 2 vol.

Expérimentateur et empiriste convaincu, il a fait de « la collecte d'informations utiles l'objet favori de sa vie » : selon lui, la tenue d'enquêtes périodiques dans l'ensemble des royaumes européens est la meilleure manière de mesurer « the progress of national improvement » et d'amener ceux-ci « to the highest pitch of happiness and improvement¹⁴ ». Seulement sur la base de telles enquêtes pourra-t-on édifier la plus importante de toutes les sciences, la « philosophie statistique », qui, à la différence de l'économie politique, trop abstraite et susceptible de causer un tort infini en cherchant à réaliser le bien de tous, est attentive aux particularités de chaque nation et dès lors mieux placée pour suggérer les voies de l'*improvement*¹⁵. Comme l'écrit en 1772 Arthur Young, premier secrétaire du *Board of Agriculture*, lui-même auteur de deux ouvrages d'arithmétique politique et promoteur de la tenue de recensements périodiques : « before a thing can be *improved*, it must be *known*¹⁶ ».

Le *Statistical Account of Scotland*

Sinclair et Young, tout comme Gourlay et les autres auteurs de *statistical accounts*, sont avant tout des compilateurs : pour eux, l'*improvement* ne peut reposer que sur une connaissance exacte du réel et celle-ci ne peut à son tour résulter que de l'accumulation de faits précis et vérifiables. L'entreprise la plus ambitieuse à cet égard est bien sûr le *Statistical Account of Scotland*, dont le rayonnement sera à la mesure de l'ouvrage.

Dès 1755, en fait, le Dr Alexander Webster, ministre du culte presbytérien, avait entrepris un recensement de l'Écosse qui n'a jamais été publié, mais dont plusieurs exemplaires manuscrits ont circulé. Pour mener à bien son enquête, Webster s'était naturellement appuyé sur les membres du clergé écossais. Fort de ce précédent, Sinclair leur adressera à son tour, en 1790, un imposant questionnaire ayant pour objet « d'élucider l'histoire naturelle et l'état politique » de l'Écosse. Les sujets couverts vont de la description topographique et géologique de la paroisse aux méthodes agricoles utilisées, en passant par les salaires versés, le nombre de pauvres, le chiffre « exact » de la population, la répartition de celle-ci par lieu de naissance, âge, religion et occupation. Sinclair sonde aussi les ministres quant à leur opinion sur les motifs de la croissance ou de la décroissance de la population, ainsi que sur les moyens susceptibles d'améliorer la situation. Au fil de la décennie 1790,

14 Sir John Sinclair, *The Statistical Account of Scotland: drawn up from the communications of the ministers of the different parishes*, Édimbourg, vol. 3, 1793, p. xi.

15 Sir John Sinclair, *Analysis of the Statistical Analysis of Scotland; with a general view of the history of that country, and discussions on some important branches of political economy*, Londres, 1826, vol. 2, p. 226. (Le premier volume de l'*Analysis* fut pour sa part publié à Édimbourg en 1825.)

16 Arthur Young, *Political Essays concerning the Present State of the British Empire*, Londres, 1772, p. v. Il poursuit : « Hence the utility of these publications that abound in facts, either in the offer of new ones, or in the elucidation of old ones ». Sur l'« agriculturiste » Arthur Young (1741–1820), dont les *Voyages en France* (1792) constituent l'oeuvre la plus connue, voir l'introduction de G. E. Mingay dans *Arthur Young and his Times*, Londres, Macmillan, 1975.

toutes les paroisses (plus de 900) enverront un rapport et Sinclair en assurera la publication. Ces rapports, qui constituent de véritables petites monographies, sont évidemment de qualité et de taille variables. Toutefois, l'ensemble révèle un clergé instruit et consciencieux : plusieurs des ministres connaissaient l'enquête de Webster et comparent leurs propres données aux siennes; si les rapports ont une facture plutôt littéraire, plusieurs construisent des tableaux, parfois assez complexes, et calculent des moyennes. Dès la parution des premiers volumes, l'ouvrage connaîtra un retentissement à travers l'Europe¹⁷. Fort de ce succès, Sinclair plaidera en faveur de la réalisation de semblables *statistical accounts* pour l'Angleterre et l'Inde.

Le *Statistical Account* n'était toutefois pour son auteur qu'une description des unités élémentaires de l'Écosse. Le questionnaire envoyé par Sinclair assurait à ces descriptions une forme commune qui rendait possible la comparaison entre unités et, par conséquent, imprimait au corps social, plus qu'il ne la dévoilait, sa constitution; la diversité des auteurs, et le fait qu'il s'agisse des ministres de chaque paroisse, donc de personnes ayant une connaissance de première main des faits décrits, donnait à l'ensemble un gage d'authenticité. Pour que la masse des renseignements accumulés puisse conduire à des « résultats utiles », il était nécessaire toutefois qu'elle fût « digérée »¹⁸, pour reprendre une métaphore physiologique qu'affectionnaient particulièrement Sinclair et Young. Aussi Sinclair publiera-t-il en 1825 une *Analysis of the Statistical Account of Scotland*, dans laquelle la synthèse nationale des renseignements contenus dans les rapports paroissiaux conduira à une série de recommandations.

Statistique et adjudication : l'enquête agricole de 1800

Par-delà l'adhésion à l'idéologie de l'*improvement* et le modèle que constituait le *Statistical Account*, il existait entre Sinclair et Gourlay des liens beaucoup plus directs. D'abord, Sinclair connaissait bien la région de Fife, où étaient établis les Gourlay, eux-mêmes d'éminents *improvers*. Mais, surtout, Gourlay rencontra, fin 1799, le secrétaire du *Board of Agriculture*, Arthur Young, pour s'enquérir de ses vues sur la situation alimentaire difficile que connaissait alors la population anglaise. Young, jusque-là favorable à la politique d'*enclosure*, commençait à entretenir de sérieux doutes quant au caractère uniformément favorable de ses conséquences¹⁹. Dans l'introduction au *Statistical Account*, Gourlay évoque une conversation avec Arthur Young, au cours de laquelle il aurait décrit la coutume, pratiquée par son père et son grand-père, consistant à céder aux travailleurs agricoles de petits lopins de terre leur permettant d'ériger un *cottage* et de cultiver un jardin. Recourant au langage de l'utilitarisme benthamien, Gourlay écrit : « I had calculated what an *addition*, as well to individual as to *national wealth and happiness*, such

17 Des parties du *Statistical Account* furent traduites en français et en allemand.

18 Ainsi parle-t-on fréquemment de l'utilité du « statistical digest ».

19 Milani, *Robert Gourlay, Gadfly*, p. 11.

economical arrangements, generally adopted, might produce²⁰ ». Young, pour sa part, caressait l'idée d'un amendement à la loi sur les *enclosures*, qui permettrait à chaque travailleur agricole de posséder, à titre de substitut à l'ancien droit de pâturage, une vache et la portion de terre suffisante à son entretien : ainsi, les pauvres subsisteraient par eux-mêmes et ne constitueraient plus une charge publique. Il chargea dès lors Gourlay de mener, pour le compte du *Board of Agriculture*, une enquête dans les comtés de Rutland et Lincoln, où cette pratique avait cours.

Le travail réalisé par Gourlay à cette occasion est intéressant d'abord par la diversité des stratégies d'enquête mises en oeuvre par l'auteur : conversations multiples — « with the poor themselves — with the farmers and landowners », précise-t-il —, examen des archives paroissiales, observations sur les coutumes et habitudes des gens, comparaison avec ce qu'il connaît de la situation écossaise²¹. Notons également que Gourlay fit approuver les conclusions de son enquête par une trentaine de *farmers* de la région, en leur faisant signer une pétition à l'occasion d'un dîner public, conférant ainsi à son travail un prolongement politique en même temps qu'une authentification de son contenu²². L'activité proprement cognitive apparaît donc ici indissociable d'une forme d'action collective, une combinaison potentiellement explosive qui caractérisera les entreprises ultérieures de Gourlay, et notamment celle qu'il mènera au Canada. Les résultats furent publiés, à l'initiative de Young, dans les *Annals of Agriculture* en 1802²³. L'année suivante, Malthus y fit référence dans la deuxième édition de son *Essay on Population*²⁴. Edward Gibbon Wakefield cita également l'article de Gourlay dans son *Account of Ireland*, publié en 1812²⁵. Enfin, Young y fit référence en 1816 dans *Agricultural State of the Kingdom*, ouvrage publié par les soins du *Board*. Mais, surtout, l'enquête de Gourlay et l'usage qu'en fera Young sont remarquables du point de vue de ce qu'on pourrait décrire comme une histoire du raisonnement statistique. Dans son *Agricultural State of the Kingdom*, paru en 1816, Young synthétise les résultats recueillis par Gourlay et les présente de manière à exhiber une relation inverse entre la proportion

20 Robert Gourlay, *General Introduction to Statistical Account of Upper Canada, Compiled with a View to a Grand System of Emigration in Connexion with a Reform of the Poor Laws*, Londres, 1822, p. lxxxiv. Souligné par nous.

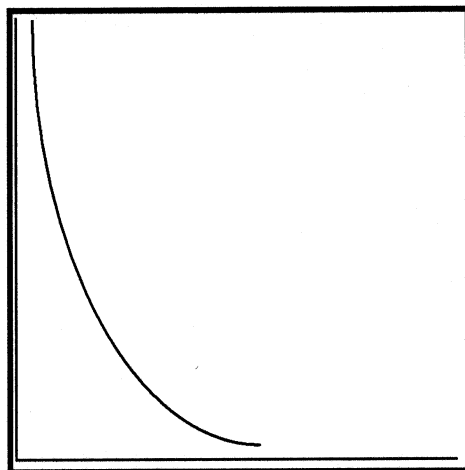
21 *Ibid*, p. lxxxvii.

22 Voir *General Introduction*, p. cxii.

23 Robert Gourlay, « An Inquiry into the State of the Cottagers in the Counties of Lincoln and Rutland », *Annals of Agriculture*, vol. 37, 1802, p. 514–550.

24 Gourlay, qui discute longuement les thèses de Malthus dans la *General Introduction*, ne partage ni les conclusions pessimistes de l'auteur de l'*Essay on Population* ni ses prescriptions relatives au problème de la pauvreté. Précisons par ailleurs qu'en dépit des résultats de son enquête, Gourlay considère le projet de Young peu praticable et également peu susceptible d'apporter une solution à ce problème.

25 Edward Gibbon Wakefield, *An Account of Ireland, Political and Statistical*, Londres, 1812, vol. 2, p. 812.



Graphique 1 Taux des *poor-rates* et proportion des pauvres propriétaires de vaches

Source : D'après Robert Gourlay, « Inquiry into the State of the Cottagers of Lincoln and Rutland », *Annals of Agriculture*, 1802, et Arthur Young, *Agricultural State of the Kingdom*, 1816.

de pauvres qui sont, dans chaque paroisse, propriétaires de vaches et le taux de la taxe sur les pauvres dans cette même paroisse :

In nine parishes, where the proportion of the poor having cows amounts to rather more than half the whole, poor-rates are 31/2d. in the pound.

In twelve parishes, where the proportion is less than half, but not one-third, poor-rates are 91/4d. in the pound.

In ten parishes, where the proportion is something under a fourth, poor-rates are 1s. 6d. in the pound.

In seven parishes, where the proportion is but nearly one-sixth, poor-rates are 4s. 11/2d. in the pound.

And in thirteen parishes, where few or none have cows, poor-rates are 5s. 11d. in the pound²⁶.

Projetées sur un plan cartésien avec la proportion des pauvres propriétaires de vaches en abscisse et les *poor-rates* en ordonnée, les données de Gourlay et Young offriraient l'image d'une courbe joignant les deux axes de façon à former avec eux un quasi-triangle (voir graphique 1). On passe donc ici d'un stade passablement élémentaire du travail statistique, celui de la simple compilation, à un niveau supérieur, celui du raisonnement statistique proprement

²⁶ Arthur Young, *Agricultural State of the Kingdom*, Londres, 1816, p. 12. Cité par Gourlay, *General Introduction*, p. xci. Dans l'article original, Gourlay publie des tableaux pour chacune des paroisses et ne présente pas de synthèse générale des données.

dit, qui peut se définir par la mise en relation de séries de données dans le but de déterminer la conduite à adopter. L'arrangement des données numériques constitue dès lors un outil pour la prise de décision ou, si l'on veut, l'adjudication entre les options (dans le cas qui nous occupe, amender le *General Enclosure Bill* dans le sens souhaité par Young ou le laisser tel quel)²⁷.

Gourlay et le radicalisme au début du XIX^e siècle

Le *Statistical Account* de Sinclair, les travaux de Young et l'enquête agricole de 1800 témoignent de l'univers intellectuel dans lequel se meut Gourlay au tout début du XIX^e siècle : *improvement*, maîtrise rationnelle de la nature, prédilection pour la compilation des faits précis, utilisation de ceux-ci pour éclairer la prise de décision. Très rapidement, il prendra ses distances vis-à-vis de l'attitude conservatrice de ses mentors pour prendre des positions que l'on pourrait qualifier de radicales. Dans son introduction au *Statistical Account*, Gourlay se targue d'ailleurs d'avoir introduit le mot *radical* dans le vocabulaire politique canadien. Lui-même revendique les appellations de « radical », de « reformer » et de « radical reformer » (plus rarement de « démocrate »), tout en précisant qu'il est « a radical [...] of my own sort [...] and up to this day, [...] not connected with a single individual in Great Britain in any political party²⁸ ». En fait, du point de vue idéologique, le « gourlayisme » est pour l'essentiel une concaténation de conventions caractéristiques des divers courants radicaux de l'Angleterre et de l'Écosse du début du XIX^e siècle.

Les thèmes du radicalisme agraire y occupent bien entendu le premier rang. Ainsi, Gourlay est-il particulièrement sévère à l'endroit des *enclosures* et des *poor laws*, à propos desquelles il utilise un langage fortement polémique : les premières ont conduit à « l'esclavage²⁹ », les secondes, auxquelles il reproche d'avoir dépouillé les pauvres de leur indépendance, constituent une « tyrannie³⁰ ». Introduisant une distinction entre le *Farming* et le

27 Sur le raisonnement statistique défini comme procédure d'adjudication entre options, voir l'ouvrage de Bruce Curtis, *The Politics of Population: State Formation, Statistics and the Census of Canada, 1840–1875*, Toronto, University of Toronto Press, 2001.

28 Gourlay, *General Introduction*, p. cxxxvi et ccxxii. Gourlay s'auto-définit à un moment comme « a born democrat » et précise : « I use [the word democrat] to express the sober and innocent truth, that I am most friendly to the democratic branch of our constitution, that I was born one of the people, and shall always think *their* rights more deserving of my care than the rights of kings and peers » (vol. 2, p. 479). On trouve une utilisation très positive du mot, en référence au père de Gourlay (« he was honoured with the name of democrat ») dans *A specific Plan for Organizing the People, and for Obtaining Reform Independent of Parliament — to the People of Fife... of Britain!*, Londres, 1809, p. 135. Dans le Haut-Canada d'après la guerre de 1812, le mot démocrate a évidemment une connotation pro-américaine et est souvent utilisé pour discréditer toute forme d'opposition.

29 « By the enclosure of commons, England has become greatly more productive [...]; but by the regardless manner in which the change has been effected, millions of the poor have been deprived of their most valuable rights — have been enslaved » (Gourlay, *General Introduction*, p. clxxxii).

30 « Year after year, multitudes of these [commons] have been inclosed, without regard to the claims and complaints of the poor, who have been robbed of their rights, and who, from various causes, have been sinking gradually into a state of abject dependence on parish aid, deprived of property, and finally careless of its enjoyment » (Gourlay, *General Introduction*, p. lxxxvi). Gourlay publie en 1815 un court pamphlet (qui sera reproduit dans le *Statistical Account*) intitulé *Tyranny of Poor Laws exemplified*.

Landed Interest, Gourlay dénonce les « oligarques à l'esprit étroit », toujours prêts à écraser la nation sous les taxes et à réduire les pauvres à la mendicité³¹. Il cite à ce propos Mackintosh, l'auteur de *Vindiciae Gallicae* (1791), ouvrage écrit en réponse aux *Réflexions sur la révolution de France* de Burke³². Hostile aux grandes villes³³, il estime que l'accès des pauvres à la propriété est la condition de leur indépendance : « The simple means is to give the English poor a chance of acquiring property, a hope of independence, and see the effects ». Plus loin encore, il écrit : « The poor must be made independent of all caprice: they must have something which they can call their own³⁴ ».

Gourlay partage par ailleurs l'optimisme, le rationalisme et la confiance dans la perfectibilité humaine caractéristiques du radicalisme philosophique de Bentham et Godwin. Contre le pessimisme de Malthus, il écrit : « Away with the idea that breeding is the cause of vice and misery. Kings and priests caused these, themselves in the first place being caused by the ignorance of mankind. Let us liberally interpret the laws of nature; let us duly appreciate the qualities of the human mind as susceptible of infinite improvement [...]»³⁵. Les rapports étroits entre ignorance et pauvreté, l'importance de l'éducation pour l'affranchissement de l'individu sont le thème central de la lettre ouverte qu'adresse Gourlay aux pauvres de la paroisse de Wily³⁶. L'exemple de l'Écosse, dotée d'un réseau d'écoles paroissiales depuis le XVII^e siècle et où la proportion de personnes sachant lire et écrire était supérieure à celle de l'Angleterre, est souvent évoqué sous ce rapport par Gourlay³⁷.

Comme les radicaux William Cobbett et Henry Hunt, partisans d'un élargissement du suffrage, il s'en prend aux « bourgs pourris » et à la corruption parlementaire³⁸. Dans sa *Letter to the Earl of Kellie concerning the farmers' income tax, with a hint on the principle of representation* (1808), il dénonçait le scandale de l'achat des votes en Écosse, lequel constituait, selon Milani, « a bagatelle compared with England's rotten and pocket boroughs³⁹ ». La proposition politique la plus remarquable émanant de Gourlay à cette époque

31 Gourlay, *General Introduction*, pp. clxxviii, ccccviii–ix, ccccxii.

32 « Yes, Sir James Mackintosh was perfectly correct in saying, "the accumulation of that power which is confirmed by wealth, in the hands of the few, is the perpetual source of oppression and neglect to the mass of mankind" » (Gourlay, *General Introduction*, p. clxxix).

33 « Great towns, in many respects, are bad. They are unfavourable to morals, to health, to national economy » (Gourlay, *General Introduction*, p. clx).

34 *Ibid.*, p. clxvi et clxx.

35 *Ibid.*, p. clxxxiv.

36 *To the Labouring Poor of Wily Parish* (1816), reproduit dans Gourlay, *General Introduction*, p. cxxii–cxxix.

37 Voir Gourlay, *General Introduction*, p. cxxxiv–cxxxv et clxvi.

38 « Before going out to Canada, no one was more heartily sick of boroughmongers than I », *ibid.*, p. lxxvii. Voir aussi p. clxxviii et cccclxxvi.

39 Milani, *Robert Gourlay, Gadfly*, p. 36.

est toutefois sans contredit celle exposée dans son pamphlet intitulé *A specific Plan for Organizing the People, and for Obtaining Reform Independent of Parliament — to the People of Fife... of Britain!* (1809). Devant l'incapacité du Parlement à se réformer, Gourlay s'y faisait l'avocat de l'élection d'un parlement parallèle. Tous les mâles de 19 ans et plus, sachant lire et écrire, seraient autorisés à voter. Les districts électoraux regrouperaient 300 électeurs. Les élections seraient tenues annuellement afin de permettre aux électeurs de surveiller leurs représentants. Elle comporterait deux temps : d'abord, on procéderait à l'élection d'un représentant pour chaque district; puis l'ensemble des représentants d'une circonscription se réuniraient afin de désigner lequel d'entre eux irait les représenter à Londres. Afin d'assurer le secret du vote, Gourlay imagina une sorte de boîte de scrutin mécanique (qui ne vit jamais le jour)⁴⁰.

L'esprit de géométrie qui apparaît dans ce projet de réforme politique, et qui se manifeste aussi bien dans l'entreprise d'« adunation » menée par les révolutionnaires français⁴¹, dans le calcul des plaisirs et des peines d'un Bentham que dans les premières utopies communistes, caractérise également les projets imaginés par Gourlay en vue de l'abolition progressive du paupérisme⁴² (redécoupage du territoire en portions symétriques, planification du village modèle, instauration d'une taxe unique sur la terre) ou encore ses plans ultérieurs pour aménager les villes de New York et de Boston⁴³.

Mais plus significative encore par rapport à la genèse du *Statistical Account* est la forme d'action collective que privilégie Gourlay, soit l'assemblée publique locale, ayant pour objet l'adoption d'une pétition, dans laquelle les sujets exposent leurs doléances au Roi ou au Parlement⁴⁴. Le caractère public et local de l'assemblée est crucial pour Gourlay : la pétition qui en résulte est le produit d'un débat entre personnes qui se connaissent et le fait que l'on puisse identifier ces personnes fait de leur signature un acte d'indépendance politique en même temps qu'un garant du bien-fondé de leur demande. Aussi reproche-t-il à Cobbett d'avoir recueilli sur une pétition des milliers de noms, mais sans aucune mention de leur domicile, et par conséquent aucun moyen d'identifier formellement les signataires⁴⁵. À la veille

40 *Ibid.*, p. 36–37.

41 Voir sur ce point Alain Desrosières, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993, p. 43–48. Le terme d'adunation, forgé par Sieyès, désigne le travail d'homogénéisation et de codification dont relèvent par exemple le redécoupage du territoire en départements, l'adoption du système métrique, du Code civil, voire du calendrier révolutionnaire, et ainsi de suite.

42 Selon le titre de sa brochure de 1817 : *The village system; being a scheme for the gradual abolition of pauperism, and immediate employment and provisioning of the people*.

43 Voir *Plans for beautifying New York and for enlarging and improving the City of Boston, being studies to illustrate the science of city building*, Boston, 1844.

44 « [...] the mode by which the people should proceed to obtain any great national end [is] by systematic petitioning: — by every parish petitioning the king or parliament for a specific and well-defined object; by keeping registers of parishes and names [...] » (Gourlay, *General Introduction*, p. cxxxvii).

45 *Ibid.*, p. ccxlviii.

de son départ pour le Canada, Gourlay fut d'ailleurs particulièrement actif sur ce plan. Après avoir rendu publique sa lettre aux pauvres de la paroisse de Wily (dont il enverra 700 exemplaires aux membres du Parlement), Gourlay lance une première pétition, qui sera endossée par une centaine d'habitants de la paroisse, dans laquelle les signataires réclament que les enfants pauvres âgés de sept à douze ans ne puissent plus être contraints au travail⁴⁶. Une seconde pétition des habitants de la paroisse de Wily, présentée en février 1817, propose cette fois un plan pour l'abolition du paupérisme : ceci se ferait par le moyen par une redistribution des terres qui rendrait possible « for the labouring people to acquire property and personal freedom⁴⁷ ». Il existe un prolongement politique à cette réallocation des terres : tout « parish-holder » qui aura accumulé suffisamment pour faire construire un « cottage » sur son lopin obtiendra les droits de vote et d'éligibilité au sein de la paroisse et deviendra donc un « freeman ». Les pétitionnaires se prononcent enfin prudemment sur la réforme du Parlement : ils se déclarent hostiles au « suffrage universel », mais reprennent l'idée, contenue dans le plan proposé par Gourlay en 1809, d'élections par paliers.

Statistique, authenticité des faits et espace public : l'enquête de Gourlay

L'adresse que publie Gourlay dans l'*Upper Canada Gazette* le 30 octobre 1817 doit être lue à la lumière des expériences anglo-écossaises évoquées plus haut. Pour Gourlay, « drawing out and publishing a well-authenticated statistical account of Upper Canada » est la condition première (« the first requisite ») pour l'ouverture d'une communication appropriée avec la mère-patrie, c'est-à-dire une immigration continue et bénéfique aux deux parties. Aussi joint-il à cette adresse une liste de 31 questions auxquelles il exhorte les « resident land-owners » à répondre. Mais ce travail, ajoute-t-il, ne peut être l'oeuvre d'un seul. Il ne s'agit pas simplement d'une question pratique, mais de « l'autorité » qu'acquerront les renseignements ainsi recueillis, du fait qu'ils résulteront d'un travail collectif. Ce travail, précise Gourlay, est à la portée de « tout fermier intelligent », s'il est le moins animé par « l'esprit public ». Or, dans tous les *townships*, il existe des individus capa-

46 La pétition, soumise aux Communes le 31 mai 1815 et quelques jours plus tard à la Chambre des Lords, est reproduite dans *General Introduction*, p. cxxix–cxxxii. Pour ses signataires, la disposition de la loi sur les pauvres qui autorise les magistrats à contraindre au travail dès l'âge de sept ans les enfants des pauvres recevant l'aide paroissiale est « a complete bar to the mental improvement of the children »; la période visée, de sept à douze ans, est en effet celle où « the mind is most susceptible of improvement, and when it is adequate to receive, with best effect, the impressions of education » (p. cxxxii). Notons qu'à la même époque, Robert Owen avait adressé au Parlement une pétition relative au travail des enfants dans les usines.

47 La pétition est reproduite dans *General Introduction*, p. cxxxviii–cxlvi. Le plan de Gourlay est le suivant. Dans chaque paroisse de moins de mille habitants, le gouvernement expropriera (avec indemnisation) cent acres, dont la moitié seront convertis en communes pour le pâturage et l'autre moitié divisée en portions d'un demi-acre à être distribuées.

bles de se réunir pour répondre aux questions posées, « en autant qu'ils s'en donnent la peine ». Gourlay indique que certains « gentlemen », enthousiasmés par le projet, ont offert de recueillir l'information demandée non seulement pour leur *township* mais aussi pour les *townships* voisins. Mais « correct information [...] is not the only requisite: authority is also wanted of that species which will not only carry weight with it to a distance, but remain answerable on the spot for what is advanced ». Il faut donc que les informations obtenues proviennent de chaque *township* séparément et qu'elles soient accompagnées de la signature d'autant d'habitants respectables que possible. La réunion publique constitue la façon la plus adéquate d'effectuer rapidement et correctement ce travail. Pour ce qui est d'« arranger » et de publier les résultats, cette tâche, que se réserve Gourlay, ne requiert aucune « compétence supérieure », seulement de l'« industrie⁴⁸ ».

Une telle lecture de l'adresse de 1817 devrait nous conduire à réviser certaines lectures de l'entreprise de Gourlay. Ainsi, il devient difficile de réduire le *Statistical Account of Upper Canada* au niveau d'un décalque local de celui réalisé par Sinclair et d'imputer à l'absence d'un clergé comparable à celui d'Écosse le recours par Gourlay à la procédure des assemblées publiques⁴⁹. De la même façon, on peut difficilement faire de Gourlay un « pioneer pollster », si l'on prend en compte le caractère essentiellement collectif et interactif de l'enquête de Gourlay, par opposition avec l'aspect atomistique des sondages modernes⁵⁰. Au contraire, tout autant la procédure de l'assemblée publique locale comme forme de mise en commun et de « vérification croisée » des informations requises que celle de la signature individuelle constituant une garantie de l'authenticité des renseignements fournis et transformant du même coup le document signé en pétition procèdent en droite ligne des conventions à l'intérieur desquelles Gourlay situait son action dans l'Écosse et l'Angleterre du tournant du siècle. La célèbre question 31 (« What, in your opinion, retards the Improvement, of your Township in particular, or the Province in general; and what would most contribute to the Same? »), qui inquiéta tant John Strachan et déclencha la réaction devant conduire ultimement au bannissement de Gourlay, doit être interprétée à la lumière de ce contexte : même si elle s'inspire du questionnaire préparé par le très conservateur Sinclair pour son *Statistical Account of Scotland*, cette question n'engendre pas, de toute évidence, une dynamique du même ordre si elle est adressée individuellement à des ministres du culte (à qui l'on demande d'indiquer les moyens par lesquels la situation de leur paroisse pouvait être améliorée [« Means by which their situation could be

48 L'adresse d'octobre 1817 (« To the Resident Land-Owners of Upper Canada ») est reproduite dans la *General Introduction*, p. clxxxvi–cxcvi.

49 Ce que suggère S. R. Mealing dans son introduction à l'édition abrégée du *Statistical Account*, Toronto, McClelland & Stewart, 1974, p. 10.

50 S. J. R. Noel, *Patrons, Clients, Brokers: Ontario Society and Politics, 1791–1896*, Toronto, University of Toronto Press, 1990, p. 103.

meliorated »]) et si elle est soumise à un débat dans des assemblées publiques.

Le travail de Gourlay repose donc sur une sorte d'épistémologie « démocratique » : le crédit que l'on pourra accorder au tableau résultant de l'agrégation des informations recueillies est fonction du caractère public, collectif, de la procédure utilisée. Cette conception du type de savoir qui fait autorité ou, plus exactement, des conditions qui confèrent autorité à un savoir donné est, à l'évidence, solidaire d'une représentation particulière de la nature du lien social qui donne forme à une communauté. Conformément à l'imaginaire radical auquel s'était nourri Gourlay depuis deux décennies, la communauté à laquelle la forme d'enquête proposée par lui donne corps est constituée d'une collection d'individus dont l'égalité se traduit par leur participation à ce travail collectif de production d'un savoir social et dont l'autonomie est attestée par le caractère public de cette participation, c'est-à-dire par le fait d'apposer leur nom au bas du rapport. Clairement, cette conception horizontale du lien social ne pouvait que heurter la représentation clairement hiérarchique de la configuration des rapports sociaux suivant laquelle n'était digne de considération que l'opinion des « individus respectables ».

La formation d'un espace public

L'adresse de Gourlay rencontra un assentiment général. À l'exception notable du révérend John Strachan, nommé au même moment membre du Conseil exécutif et inquiet de ce qu'une telle enquête et la publication de ses résultats mettent en péril le statut des terres réservées à l'usage du clergé⁵¹, plusieurs magistrats locaux, dont certains devaient éventuellement se retourner contre Gourlay, endossèrent le projet d'enquête statistique et encouragèrent la tenue des assemblées réclamées par son auteur. Pas moins de 57 rapports couvrant 70 *townships* furent envoyés à Gourlay, la plupart rédigés au cours ou à la suite d'assemblées tenues entre la fin de novembre 1817 et la mi-février 1818 et au cours desquelles les participants tentèrent de répondre au questionnaire de Gourlay. Il est difficile d'estimer le nombre total de personnes qui participèrent à ces assemblées : selon les rapports, elles réunirent pour certaines « all the inhabitants », pour d'autres « all resident land owners », pour d'autres encore « a number of respectable freeholders⁵² ». Tout comme le suffrage « universel » réclamé par Gourlay ne visait que les hommes, les assemblées furent elles aussi exclusivement une affaire masculine, si l'on en

51 Gates écrit : « No part of the Imperial government's policies in Upper Canada drew more criticism from contemporaries than the practice of setting aside reserves of land for the support of a Protestant clergy » (*Land Policies of Upper Canada*, p. 196). Strachan, ardent avocat du projet d'« établissement » de l'Église anglicane, devait rapidement s'imposer comme figure politique dominante et chef de file des Tories du Haut-Canada.

52 Le rapport envoyé par Ancaster, par exemple, parle d'une réunion « of the Inhabitants » et a été signé par un nombre record de 85 personnes (Gourlay, *Statistical Account*, vol. 1, p. 388–393). Selon le tableau apparaissant en p. 402, ce *township* comptait 1 037 habitants.

juge par les signatures recueillies. La procédure suivie pour la confection des rapports de ces assemblées ne fut pas toujours la même : dans quelques cas, tous les membres présents ont signé le rapport, conformément au souhait exprimé par Gourlay dans son adresse; la plupart du temps, le rapport est signé par un président et un secrétaire élus; dans certains cas, l'assemblée a procédé à l'élection d'un comité chargé de préparer lui-même le rapport. En raison de l'opposition animée par Strachan, l'enquête de Gourlay ne parvint toutefois à couvrir qu'une partie du territoire : dans les districts de l'Ouest et de London, environ la moitié des townships répondirent; dans les districts de Gore et de Niagara, la quasi-totalité; plus à l'est la participation devient plus clairsemée, sinon inexistante.

Comme en font foi les résultats publiés en 1822, les réponses à la question 31 furent l'occasion d'exprimer publiquement un ressentiment à l'endroit de certaines politiques foncières : les obstacles au développement les plus fréquemment évoqués sont l'absence des propriétaires, les réserves consenties au clergé et à la Couronne, la pénurie d'entrepreneurs et de détenteurs de capitaux. Déjà, en 1817, l'Assemblée s'était opposée aux mesures visant à décourager l'immigration américaine et avait déclaré que les réserves octroyées au clergé et à la Couronne constituaient un « obstacle insurmontable » au développement⁵³. La tournée qu'effectua Gourlay à travers l'ouest de la province au cours des mois de novembre et décembre 1817, lui permit tout à la fois de stimuler la participation à son enquête, de procéder lui-même à la collecte d'informations et d'entendre de vive voix les griefs des colons.

L'enquête lancée par Gourlay constituait une première dans la courte histoire du Haut-Canada. Sur le plan cognitif, il s'agissait du premier effort soutenu pour offrir un tableau exact et complet de la situation de la province. En lieu et place de l'impressionnisme qui caractérisait les récits et descriptions de voyageurs jusqu'alors publiés, Gourlay recourait à une procédure qui se voulait systématique, condition indispensable à la réalisation d'une synthèse générale des renseignements obtenus : une liste de 31 questions à laquelle devaient répondre les habitants réunis dans des assemblées dûment convoquées. Sur le plan politique, une telle cascade de réunions publiques, rassemblant probablement quelques milliers de personnes, constituait une expérience démocratique inédite et contrastant fortement avec le caractère étroitement oligarchique du gouvernement de la province. En ce sens, on peut dire que le projet de Gourlay, plus précisément la forme par laquelle il se proposait de recueillir les renseignements désirés, avait pour conséquence de donner à la fois consistance et publicité à un mécontentement qui, autrement, serait demeuré diffus et inexprimé. L'Assemblée législative, en effet, si elle entrait parfois en conflit avec le gouverneur ou avec le Conseil législatif, constituait alors un corps très restreint, régi par des règles très strictes et dépendant du bon vouloir du gouverneur, qui disposait de pouvoirs de pro-

53 Gates, *Land Policies of Upper Canada*, p. 198.

rogation et de dissolution⁵⁴. En choisissant de s'adresser aux habitants du Haut-Canada à titre personnel et à travers la presse écrite⁵⁵, puis par la distribution de pamphlets, en appelant à la réunion d'assemblées pour lesquelles il fixe un ordre du jour commun, en circulant à travers la province pour coordonner l'organisation de ces assemblées, Gourlay met en place les éléments d'un véritable espace public, jusque-là inexistant.

Les quelque deux ans couvrant le séjour de Gourlay seront l'occasion d'une importante activité éditoriale de sa part. À la suite de son adresse du 30 octobre 1817, il en publie successivement deux autres (les 5 et 12 février 1818, puis le 2 avril 1818), qui témoignent d'une politisation très nette de son entreprise : il ne s'agit plus seulement de dresser un tableau statistique de la province mais bien de réformer le gouvernement, par la revendication d'une enquête parlementaire au moyen de nouvelles assemblées et de pétitions. Par-delà l'élément d'équivalence qu'induit entre les deux activités, statistique et parlementaire, le recours au terme « inquiry », leur continuité est clairement affirmée par Gourlay dans sa deuxième adresse :

The Reports of Townships which I have received, far exceed my first expectations, both in point of number and respectability. They exhibit, at once, the physical and moral worth of Canada: they form a mass of information well calculated to assist Parliamentary inquiry; and if you press such a measure by petitions, most willingly will I make these reports over to your Assembly.

Des rapports qu'il a commencé à recevoir, il écrit qu'il ne les a pas sollicités « for the mere purpose of book-making », mais en vue d'une « great political end ». Il recommande que soient publiés ensemble les rapports statistiques et les pétitions en faveur de l'enquête parlementaire, le contenu de ceux-là justifiant en quelque sorte l'existence de celles-ci⁵⁶.

Ce durcissement n'était bien sûr pas étranger au refus que les autorités opposèrent à la demande de concession foncière que leur adressa Gourlay. Bien que l'opposition à Gourlay se durcisse elle aussi à partir de la publication de cette deuxième adresse, son initiative rencontre un écho important : un pamphlet tiré à 1 000 exemplaires, *Principles and Proceedings of the Inhabitants of the District of Niagara for addressing his Royal Highness the Prince Regent respecting claims of Sufferers in War, Lands to Militiamen, and the general benefit of Upper Canada*, reproduit le texte de la pétition,

54 Selon l'Acte constitutionnel de 1791, chaque province était dotée d'une législature bicamérale. Le Conseil législatif était composé de sept membres, nommés à vie par le gouverneur (en fait, le Haut-Canada était administré par un lieutenant-gouverneur). L'Assemblée ne comptait pour sa part que 16 membres au départ. Ce nombre sera porté à 25, puis à 40 en 1820.

55 La première adresse de Gourlay est publiée par le journal du gouvernement, l'*Upper Canada Gazette*, et est donc autorisée (elle est également, pour en accroître la circulation, publiée et distribuée séparément par Gourlay). Les adresses suivantes seront toutefois publiées par un journal indépendant, le *Niagara Spectator*.

56 Voir Gourlay, *Statistical Account*, vol. 2, p. 555.

des rapports d'assemblées (plus de 50 furent tenues) et la troisième adresse de Gourlay; le *Niagara Spectator* publie les noms de près de 1 000 habitants du district ayant contribué financièrement à la campagne de Gourlay. Selon une historienne qui lui est hostile, la population était alors littéralement « ensorcelée par la rhétorique de Gourlay⁵⁷ ». Toujours en avril 1818, Gourlay fait paraître un volumineux recueil de lettres (167 pages) favorables ou défavorables à ses projets. Le 6 juillet, 14 délégués élus par les assemblées du printemps se réunirent à York pour la *Convention of Friends to Enquiry*, qui n'est pas sans rappeler les projets de réforme parlementaire proposés par Gourlay en 1809 et 1817. En août, Gourlay publie un récit de sa tournée de promotion de la pétition à travers la province ainsi que son adresse au jury chargé d'instruire le procès pour libelle au terme duquel il est acquitté (un second procès pour libelle conduira à un second acquittement). Entre-temps, l'Assemblée, à l'initiative du gouverneur, adopte une loi interdisant toute assemblée de délégués, réunie aux fins de discussion de questions d'intérêt public. Gourlay réagit par un article intitulé « Gagged, Gagged, by Jingo », dans lequel il appelle à nouveau à la tenue d'assemblées locales. Le 21 décembre, il est arrêté une troisième fois et accusé, bien qu'il soit sujet britannique, en vertu d'une loi de 1804, visant les étrangers séditieux. De sa prison, il continue à polémiquer : le *Niagara Spectator* publie sa quatrième adresse aux « resident landowners » (20 mai 1819), deux adresses aux membres de l'Assemblée (10 juin, 17 et 24 juin) ainsi que des lettres, notamment une en réponse aux critiques de Charles Stuart, futur auteur d'un *Emigrant's Guide to Upper Canada*, qui verra le jour en 1820. En août 1819, son procès est instruit et il reçoit l'ordre de quitter la province dans les 24 heures, sous peine de mort. Gourlay traverse dans l'État de New York, puis retourne en Grande-Bretagne. L'agitation suscitée par Gourlay cesse, mais jamais, dans l'histoire de la province, un tel nombre d'habitants n'avaient eu l'occasion de s'exprimer sur la chose publique⁵⁸.

Même si le projet de Gourlay était sans conteste lié à son « intérêt privé immédiat⁵⁹ », il peut être décrit comme une entreprise de part en part pub-

57 Dunham, *Political Unrest in Upper Canada*, p. 56. L'auteure décrit Gourlay comme « an interesting subject for those interested in abnormal psychology » (p. 51). Pour ce qui est de la faveur que rencontre Gourlay, Dunham écrit toutefois : « There can be no doubt that even after his second address, a large number of respectable settlers supported him in his organization of meetings for enquiry. Many magistrates and several members of the legislature took part in these meetings. The only two newspapers in the province that were widely read, the *Niagara Spectator* and the *Kingston Gazette*, were faithful exponents of his policy. E. A. Talbot, who was visiting Upper Canada at this time, recorded that every mouth was filled with Gourlay's praises; that he was idolized by the Canadians as Bonaparte was by the French » (p. 59).

58 La répression s'abattit sur ceux qui s'étaient étroitement liés à Gourlay, notamment sur Bartimus Ferguson, l'éditeur du *Niagara Spectator*, qui fut mis à l'amende et emprisonné pendant 18 mois.

59 « My first proposal to publish a Statistical Account of Upper Canada, was connected with my immediate private interest. It would have assisted greatly my project of establishing a land agency » (Gourlay, *General Introduction*, p. cccxv).

lique. Son succès éventuel repose essentiellement sur « l'esprit public » dont feront preuve les participants. Le crédit dont jouiront les informations recueillies tient au caractère public que leur imprimeront les assemblées locales et la signature des participants. Les résultats de ce travail feront l'objet, enfin, d'une publication. L'enquête statistique de Gourlay se caractérise donc, dans toutes les phases de son cycle, par la publicité. Cette publicité se retrouve également dans d'autres projets comparables de Gourlay, qui présentent une frappante homologie avec cette étape cruciale dans la constitution d'une sphère publique que fut la divulgation du contenu des débats parlementaires dans l'Angleterre du XVIII^e siècle⁶⁰ : par exemple, celui d'une sorte de comptabilité nationale, qui présenterait annuellement, par paroisse, par district et pour l'ensemble du pays, les taxes perçues et les dépenses effectuées⁶¹, ou encore celui d'un registre de la propriété foncière, « ouvert à l'inspection du public⁶² ». Tout comme les journaux reproduisant les débats au Parlement, les ouvrages peu coûteux dans lesquels seraient présentés les comptes de la nation et le registre des terres, le *statistical account* constitue en quelque sorte l'objet ou le support matériel permettant l'exercice d'un contrôle par le public des actes du gouvernement, la critique ouverte et la correction des abus inévitables, en somme l'usage public de la raison. Contre l'accusation de sédition que brandiront les autorités, Gourlay se défendra en arguant justement du caractère public de toutes les activités qu'on lui reproche : si la sédition se définit par la conspiration, le secret et la violence, ce sont plutôt ses accusateurs qu'il faudrait censurer. D'une manière qui contraste singulièrement avec l'ignorance volontaire (tout aussi intéressée que l'est le désir de connaissance de Gourlay) et le caractère oligarchique des autorités haut-canadiennes, l'enquête statistique orchestrée par Gourlay en 1817–1818 apparaît comme une expérience inédite de démocratie et d'*enlightenment*.

Comment convaincre : une nouvelle rhétorique

Gourlay décrit « la guerre politique » qu'il mène comme une résistance à la « corruption », à l'« oppression », à la « superstition », à la « tyrannie » et au « despotisme », toutes ennemies de la « vertu ». Contre la « disposition tyrannique » à laquelle sont naturellement enclins « tous les hommes au pouvoir », le peuple doit maintenir une « vigilance alerte⁶³ ». En acceptant d'interdire les réunions publiques de délégués, les membres élus de l'Assemblée législative ont renoncé d'eux-mêmes à la « liberté » et se sont réduits en

60 Sur ce point, voir Jürgen Habermas, *L'espace public*, Paris, Payot, 1978, p. 71.

61 Gourlay décrit ces documents comme des « abstracts » et des « abstracts of abstracts » que pourraient acheter, pour une somme modique, les citoyens vertueux. Voir Gourlay, *A specific Plan for Organizing the People*, p. 122.

62 Gourlay, *General Introduction*, p. ccccxvi.

63 *Ibid.*, p. cccxcix. Gourlay parle ailleurs de « l'intoxication du pouvoir » (*Statistical Account*, vol. 2, p. 294).

« esclavage⁶⁴ ». Tout comme la constitution mixte de la Grande-Bretagne, « heureux compromis » entre le Roi, les Nobles, les Prêtres et le Peuple, la constitution originelle du Haut-Canada, mise en place par le sage Général Simcoe, était adaptée à son dessein et même, à certains égards, meilleure⁶⁵. Mais la situation a par la suite rapidement dégénéré en raison de la « monstrueuse » concentration du pouvoir dans les mains d'un exécutif composé d'hommes « sans talent », nommés à la suite d'« intrigues de cour », cherchant à augmenter leur « fortune » et s'entourant de « sycophantes »⁶⁶. Et lorsqu'il polémiquait contre le capitaine Charles Stuart auquel il reproche de prôner l'obéissance passive, Gourlay ne peut résister au plaisir de lui rappeler le sort réservé à un autre Stuart, en 1688⁶⁷.

Cette rhétorique qui nourrit les écrits publiés par Gourlay au cours de son séjour canadien reprend l'ensemble des conventions caractéristiques de la littérature oppositionnelle et pamphlétaire du XVIII^e siècle anglais, fondée notamment sur l'opposition entre « Court » et « Country »⁶⁸. À ce langage politique traditionnel, Gourlay adjoint cependant un idiome nouveau, celui de la statistique. La nouveauté radicale de cette rhétorique statistique dans le paysage littéraire du Haut-Canada apparaît nettement lorsqu'on compare le *Statistical Account* de Gourlay aux ouvrages qui l'ont précédé comme à plusieurs de ceux qui le suivront au cours des années 1820 et 1830. La section proprement statistique de l'oeuvre de Gourlay, qui regroupe les *township reports* reçus par Gourlay, occupe environ 350 pages. Les rapports sont regroupés par districts, eux-mêmes ordonnés suivant un axe allant de l'ouest à l'est de la province. Chaque section est suivie d'un « Summary of Population, &c. », où l'auteur collige essentiellement les données relatives au nombre d'habitants et aux opinions ayant trait aux facteurs qui retardent le progrès de la province. À la fin, on trouve un résumé général, dans lequel l'auteur se livre à une estimation globale de la population et offre une rapide synthèse des renseignements recueillis. Une compilation des réponses à la question 31, rangées selon la fréquence de leur mention dans les rapports, clôt le volume. Aucun des récits de voyage, recueils épistolaires, guides pour émigrants, descriptions topographiques et autres *sketches* jusque-là con-

64 Gourlay, *General Introduction*, p. ccclxviii. Ailleurs, après avoir écrit qu'il n'y avait pas d'esclaves dans la province, Gourlay précise : « I mean a human being who can be sold. As to political liberty, there are none else but slaves, and of their own making too! » (*Statistical Account*, vol. 2, p. 359).

65 Gourlay, *General Introduction*, p. ccclxxvii. Son système électoral est supérieur à celui de la Grande-Bretagne, notamment en raison de l'absence des « bourgs pourris » qui, là-bas, assurent la domination de l'oligarchie. Mais elle comporte aussi des défauts, parmi lesquels, au premier chef, le système d'allocation des terres.

66 *Ibid.*, p. ccclxxiv.

67 *Ibid.*, p. di.

68 Pour une analyse de l'histoire politique canadienne en termes d'opposition entre « Court » et « Country », voir Gordon Stewart, *The Origins of Canadian Politics: A Comparative Approach*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1986. Stewart note le danger qu'il y avait à recourir aux conventions de l'idéologie « country » dans le Canada du début du XIX^e siècle. D'une manière qui évoque le destin de Gourlay, il ajoute : « It could lead readily to self-inflicted wounds » (p. 30).

sacrés au Canada, qu'ils se présentent ou non comme des *statistical accounts*, ne contient une telle quantité de données chiffrées et de tableaux, provenant d'une enquête originale. Par rapport à celle du *Statistical Account* de Gourlay, la facture de ces ouvrages apparaît essentiellement littéraire, leur contenu, souvent anecdotique, les rares données qu'ils présentent, généralement empruntées et leur source, le plus souvent non identifiée. L'irruption, dans la continuité lisse du texte, de séquences de chiffres et de tableaux constitue en quelque sorte la trace graphique, matérielle de la rupture qu'opère la rhétorique statistique vis-à-vis des formes descriptives et narratives jusqu'alors dominantes⁶⁹.

La preuve par le nombre

Par contraste avec le caractère lourdement normatif, propice à l'outrance, de l'idéologie « country », la rhétorique statistique offre l'image d'un langage neutre, dépouillé, voué à la description. La statistique se présente comme un discours de caractère impersonnel, objectif : Gourlay se présente comme un simple « compilateur », prêt à céder la place à quiconque veut le remplacer dans cette tâche⁷⁰. Qu'il soit un « démocrate » ne change rien à l'affaire : cela « n'aura probablement pas plus d'effet [...] que n'en peuvent avoir les sentiments politiques d'un homme sur la compilation d'un système d'arithmétique⁷¹ ». En effet, la statistique ne cherche qu'à enregistrer les faits et à les présenter d'une manière qui autorise la discussion publique et rationnelle : elle permet en quelque sorte de traduire les questions politiques les plus déterminantes pour le développement du pays dans des termes simples, à la portée de « tout fermier intelligent ».

Si elle constitue une lecture fastidieuse, parfois pénible, si elle porte sur les détails, la statistique offre en revanche la possibilité d'une démonstration : il existe une telle chose que la preuve statistique⁷². Le recours au raisonnement statistique à des fins d'adjudication est remarquablement illustré par les adresses dans lesquelles Gourlay cherche à convaincre les membres de l'Assemblée législative du bien-fondé de l'instauration d'une taxe foncière unique. Les terres non exploitées constituant « le principal fléau de ce pays » et toute taxe sur autre chose que la terre (bâtiments, moulins, matériel agricole) constituant un frein au développement, les bienfaits de la taxe foncière unique tiennent, selon Gourlay, à ce qu'elle dissuaderait la spéculation et

69 Sur la notion de « trace matérielle », voir Éric Brian, « Mathématiques et sciences sociales en histoire (XVII^e-XX^e siècles) », <http://members.aol.com/SiteEricBrian/programme.html>.

70 Dans sa lettre du 10 novembre 1817, publiée par le *Niagara Spectator* et reproduite dans le vol. 2, Appendix, p. cii–cvi.

71 Lettre d'appui à Gourlay, signée Honestus, publiée dans le *Niagara Spectator* du 27 novembre 1817, reproduite dans le vol. 2, Appendix, p. cvii–cviii.

72 « Here my object is only to record facts, and arrange information as groundwork for future reference and discussion » (Gourlay, *Statistical Account*, vol. 1, p. 539); « [...] the drudgery of statistical detail and proof » (vol. 1, p. 549).

encouragerait la cession des terres non exploitées à des immigrants prêts à s'y établir. L'existence d'un registre des terres ouvert au public préviendrait la sous-déclaration. Le taux de la taxe serait fonction de la valeur des terres détenues et celle-ci serait fixée au moyen d'un seul indicateur, soit le rapport entre la population d'un *township* et celle des *townships* qui lui sont adjacents⁷³. Partant de valeurs déjà connues (la valeur moyenne des terres cultivées pour l'ensemble de la province et la densité moyenne d'un *township*), Gourlay illustre d'abord cette formule au moyen d'une série d'exemples hypothétiques :

Let us take it for granted that the average value of land throughout the province is 20s. per acre, and the average rate of population, 1,000 souls to a township of 60,000 acres. Say that township A has this precise population and extent, is bounded nine miles by the lake or river, of which no account shall be taken, nine miles by Township B, containing 1,500 souls, nine miles by Township C, containing 1,500 souls, and nine miles by Township D, uninhabited, or, by unsurveyed land. Township A being within itself at par, and, thus bounded, remains at par, viz. 20s. per acre.

Say again, that Township E, of equal extent as Township A, contains 1,500 souls, is bounded nine miles by F, containing 1,000 souls, nine miles by G, containing 800 souls, nine miles by H, containing 1,800 souls, and nine miles by I, containing 2,000 souls. Thus situated, the land of E shall be reckoned worth 28s.48/10d.

Again, say that Township R, of equal extent as the above, contains no inhabitants, and is bounded by Townships S, T, W and X, containing, respectively, 500, 400, 300, and 200 souls. This will make the land of R worth 5s.71/5d.

Again, say that Township W contains 500 souls; and is bounded by Y for nine miles, containing 1,000 souls, and on the other three sides by uninhabited land. This will make the land of W worth 6s. per acre⁷⁴.

S'appuyant sur des données relatives à la proportion des terres cultivées ou non appartenant à des fermiers (par opposition aux réserves de la Couronne et du clergé et à celles détenues par des spéculateurs — terres inoccupées par définition), Gourlay procède ensuite à une démonstration fondée sur un certain nombre d'hypothèses simples ayant trait à la population et à la superficie totales de la province. Son objectif est alors de démontrer qu'une taxe fondée

73 Comme le fait remarquer Gates (*Land Policies of Upper Canada*, p. 117), l'indicateur mis au point par Gourlay est « théorique et impraticable », puisqu'il ne prend en compte ni la nature du terrain, ni la qualité du sol, ni la présence de bois, mais c'est la nature de l'argument qui nous intéresse ici.

74 Gourlay, *General Introduction*, p. cclxxxii. Soit, pour le premier cas, 4 000 habitants recensés pour un total théorique de 4 000 (la moyenne provinciale — 1 000 — multipliée par 4 *townships*), ce qui donne un facteur 1 et laisse la valeur moyenne (20s.) inchangée. Pour les autres cas, on aura donc : (2) 7 100 habitants pour un total théorique de 5 000, soit 1,42, qui, multiplié par 20 donne 28,4; (3) $1\ 400/5\ 000 = 0,28$, $0,28 \times 20 = 5,6$; et, finalement, (4) $1\ 500/5\ 000 = 0,3$, $0,3 \times 20 = 6$.

sur une évaluation identique des terres vierges et des terres cultivées transférerait le fardeau fiscal des fermiers vers les spéculateurs⁷⁵, entraînerait une hausse de la valeur du sol, générerait des revenus supérieurs et, finalement, stimulerait le développement de la province. Par comparaison avec le système fiscal alors en vigueur, fondé sur un système d'évaluation complexe couvrant une gamme étendue de biens et de produits, la taxe proposée par Gourlay se caractérise par la simplicité arithmétique, puisqu'elle ne fait appel qu'à deux variables, la valeur du sol et le taux d'imposition⁷⁶.

De façon intéressante, Gourlay estime que « the majority of those who legislate in all countries, rank with the wealthier class of society » et il recourt également à une démonstration chiffrée pour rendre compte de l'opposition à laquelle se heurte, en raison de ce fait, la réforme qu'il propose. Supposons, dit-il, que les membres du Conseil législatif disposent, en moyenne, de 20 000 acres chacun. Supposons également que les membres de l'Assemblée, moins fortunés, disposent tout de même, en moyenne, de 5 000 acres chacun. La situation des uns et des autres diffère considérablement de celle des fermiers de la province qui ne disposent en moyenne que de 400 acres chacun (une vérification ultérieure révélera à Gourlay que ce chiffre est probablement trop élevé : l'examen d'un rôle d'évaluation indique une moyenne de 237 acres pour chaque fermier). Or, si ces derniers cultivent en moyenne un cinquième de leurs terres (un sixième pour le cas examiné par Gourlay), les membres de l'Assemblée et du Conseil n'exploitent respectivement, selon Gourlay, qu'un vingt-cinquième ou cinquantième de leurs terres. Ceci ne peut manquer, dans le cas des conseillers, d'agir « powerfully as a selfish bias against the due taxation of wild land » et, pour ce qui est des représentants, de susciter la nonchalance ou l'indifférence à l'égard des intérêts de leurs commettants⁷⁷.

Grammaire du tableau statistique

Après avoir reproduit presque intégralement les quatre premiers rapports, qui couvrent 11 *townships* du *Western District*, l'auteur annonce que des rapports suivants, il ne reproduira rien qui ne puisse être « clairement exprimé par des chiffres ». Cette information sera plutôt présentée au moyen de tableaux. Selon Gourlay, les avantages de cette forme sur celle de la description littéraire (caractéristique par exemple des *Sketches* de Bidwell qui occupent la première partie du volume 1) sont nombreux. Le tableau permet d'abord la concentration d'un savoir autrement dispersé sur de longues pages et par là difficilement intelligible : grâce à lui, le lecteur pourra saisir d'un coup

75 L'*Assessment Act* de 1819 ayant fixé l'évaluation des terres non cultivées à 4 shillings l'acre et celle des terres cultivées à 20 shillings. Voir Gates, *Land Policies in Upper Canada*, p. 145–146.

76 Gourlay, *General Introduction*, p. ccccxv et suivantes. L'idée n'était évidemment pas neuve; elle sera reprise un demi-siècle plus tard par l'économiste américain Henry George (1839–1897), auquel on l'identifie généralement.

77 *Ibid.*, p. ccclxxxiv–ccclxxxv.

d'oeil l'information pertinente. Le tableau offre également un outil adapté au travail de la comparaison : ainsi permettra-t-il de mesurer les progrès respectifs d'unités territoriales distinctes ou encore ceux d'une même unité à différents moments de son existence. Le tableau constitue enfin le lieu approprié pour la présentation de ces constructions abstraites et artificielles que sont les moyennes statistiques⁷⁸.

On trouve, dans la section du *Statistical Account* consacrée aux *Township Reports*, deux types de tableaux. Les premiers offrent, pour chaque district, une synthèse en 35 colonnes des réponses fournies par chaque *township* aux questions posées par Gourlay, susceptibles d'une réponse quantitative⁷⁹. Les trois dernières rangées de chaque tableau donnent, pour chacune de ce qu'on appellerait aujourd'hui des variables, le total, le nombre de *townships* pour lequel une réponse a été obtenue et, lorsque cela est pertinent, la moyenne par *township* pour cette variable. La seconde série de tableaux a pour objet plus spécifique de montrer « the progress of improvement » dans certains *townships*, sur le modèle de l'enquête menée par Gourlay, dès son arrivée au Canada, sur l'établissement récent de Perth. Les réponses à une série de 18 questions avaient été disposées dans deux tableaux et publiées dans le *Salisbury Journal*, en Angleterre, le 24 novembre 1817. Ces mêmes tableaux avaient été reproduits par Gourlay dans son adresse aux membres de l'Assemblée législative, écrite depuis sa prison le 14 juin 1819. Chacune des rangées présente les renseignements ayant trait à un colon en particulier (profession avant de venir au Canada, femme, nombre d'enfants, comté et paroisse d'origine, par exemple). Parmi les questions demandées, certaines visent à établir le temps écoulé entre le moment où les colons ont quitté leur domicile britannique et celui où ils ont pu prendre possession de la concession qui leur était allouée : en tout plus d'un an en général, ce qui amène Gourlay à conclure à une mauvaise gestion des fonds publics et à réclamer une réforme du système d'émigration. Le progrès est pour sa part mesuré à partir d'une série d'indicateurs (surfaces défrichées, surfaces consacrées à diverses cultures, bétail) dont la valeur est enregistrée pour deux moments différents (après 13, puis après 24 mois d'établissement). Ces renseignements sont authentifiés par la signature du colon et accompagnés d'une appréciation de sa situation. Dans le *Statistical Account*, Gourlay propose une analyse comparable pour quatre établissements récents. Le tableau relatif à Talbot Road, par exemple, compare, pour chacun des colons, le bétail dont il disposait au moment de l'établissement avec celui qu'il possédait au moment de l'enquête, de même le nombre d'acres défriché, ensemencé et ayant fait l'objet de récoltes, pour cha-

78 Gourlay, *Statistical Account*, vol. 1, p. 300.

79 Les tableaux se trouvent dans le vol. 1, p. 354–355 (London), p. 402–403 (Gore), p. 456–457 (Niagara) et p. 610–611 pour les districts où les réponses ont été très partielles (Newcastle, Midland, Johnstown et le district de l'Est); un plus petit tableau concernant le district de l'Ouest où les réponses reçues couvrent environ 50 % des *townships* apparaît aux mêmes pages.

cune des années depuis l'établissement⁸⁰. Ces tableaux ayant pour objet « the progress of improvement » ne sont pas standardisés, en raison des différences dans les dates d'établissement (ainsi, la fondation de Westminster ne remontant qu'à juin 1816, les bases possibles pour une comparaison inter-temporelle sont limitées), mais le principe qui les régit est le même.

Aux yeux de Gourlay, ces tableaux démontrent hors de tout doute que le Haut-Canada est une terre riche de promesses pour l'émigrant. Non seulement se compare-t-elle très avantageusement, pour ce qui est des coûts de transport et de la fertilité du sol, à ces autres destinations du pauvre britannique que sont le Cap de Bonne-Espérance et l'Australie;⁸¹ après quelques années de dur labeur, la productivité agricole s'y révèle en fait supérieure à celle de l'Angleterre et de l'Écosse.

Estimer la population en l'absence de recensement

Un autre trait caractéristique de l'ouvrage de Gourlay, pour ce qui est du recours à la rhétorique du nombre, réside dans sa discussion relative à la population. L'idée que la croissance de celle-ci fournissait l'indicateur privilégié du progrès d'une colonie constituait déjà, au moment où Gourlay menait son enquête, une convention des ouvrages consacrés aux Canadas. Des auteurs comme Heriot, Lambert, Gray et Anderson discutent tous cette question, mais, faute de recensements récents, doivent se contenter d'estimations vagues. Strachan, dans *A Visit to the Province of Upper Canada in 1819*, offre un bon exemple de ce genre d'approximation : après 1784, la province, qui comptait quelque 10 000 réfugiés et soldats démobilisés, fut massivement colonisée et on « suppose » qu'en 1790, elle avait doublé; en 1800, la population était « supputée » atteindre 40 000, mais c'était là « pure conjecture »; en 1819, le Haut-Canada « ne peut pas compter moins de 120 000 âmes »; et cette population doublera tous les dix ans, pour atteindre en 1850 un million de personnes!⁸² Gourlay, on l'a vu, trouve une solution originale au problème de l'absence de recensement : il organise lui-même, en faisant appel au concours volontaire des habitants, toute l'opération. Le caractère involontairement partiel de l'enquête de même que la variété dans

80 M. Burwell, qui a réalisé ce tableau pour le compte de Gourlay, fait remarquer que l'analyse des résultats devrait tenir compte du fait que plusieurs de ces colons ont dû servir lors de la guerre contre les États-Unis et que leur établissement a fait l'objet de pillages à cette époque (*Statistical Account*, vol. 1, p. 352). Pour ce qui est de Norwich, dans le district de London, Gourlay fait remarquer pour sa part que la différence des résultats par rapport à ceux d'autres établissements tient en partie au fait que ses habitants sont des Quakers qui ont été exemptés de service militaire au cours de la guerre canado-américaine et ont donc pu non seulement continuer à développer leur établissement, mais aussi profiter de la hausse qu'ont connue les prix agricoles durant cette période (vol. 1, p. 336–337).

81 Gourlay cite à ce propos W. C. Wentworth, auteur d'une *Statistical, Historical and Political Description of the colony of New South Wales, and its dependent settlements in Van Diemen's Land*, Londres, 1820. Voir vol. 2, p. 391.

82 James Strachan, *A Visit to the Province of Upper Canada in 1819*, Aberdeen, 1820, p. 133. (L'ouvrage porte le nom de James, mais le véritable auteur est son frère John.) Le recensement de 1851 devait donner un total de 952 000 personnes pour le Haut-Canada, devenu depuis l'Union le Canada Ouest.

les pratiques de réponse rendent toutefois la tâche passablement ardue : sur 158 townships, seulement 70 ont envoyé des rapports; parmi ceux-ci, certains n'ont pas répondu à la question sur le nombre d'habitants, d'autres n'ont fourni qu'une réponse approximative.

Il est aujourd'hui évident que la réalisation d'un projet de totalisation des personnes résidant dans un territoire étendu suppose la mobilisation d'un réseau extrêmement complexe d'acquis, de personnes et de ressources : connaissance préalable du terrain, division du travail adéquate, observateurs entraînés, protocoles d'observation définis, technologie appropriée. Il s'agit d'une entreprise qui, de toute évidence, dépasse largement l'enthousiasme et les capacités de coordination que peut déployer un individu et ne connaîtra pas de succès concluant avant le recensement de 1871⁸³. Gourlay doit donc, comme l'avait fait Bidwell dans ses *Sketches* rédigés en 1811, mettre au point des procédures d'estimation. La façon dont il procède est la suivante. D'abord, chaque district est considéré séparément. Le point de départ de l'estimation est évidemment constitué par le total qu'il est possible de cumuler à partir des *townships* pour lesquels on a le nombre d'habitants. À partir du nombre de maisons habitées que contiennent ces *townships*, Gourlay calcule la moyenne d'habitants par maison : il peut ainsi, par simple multiplication, produire un chiffre pour les *townships* dont il connaît le nombre de maisons mais pas celui des habitants. Lorsqu'il ne connaît ni le nombre d'habitants ni le nombre de maisons, Gourlay attribue à ce *township* le nombre moyen d'habitants d'un *township* du même district⁸⁴. Pour les districts desquels très peu ou pas du tout de rapports n'ont été acheminés, ces façons de faire deviennent évidemment impraticables et Gourlay recourt alors à une variante inspirée du procédé utilisé par Bidwell : il part de la liste des personnes ayant été taxées, multiplie par un coefficient de 6 (qu'il estime être le nombre moyen de personnes par famille) et y ajoute un nombre représentant les pauvres non taxés⁸⁵. Dans certains cas, Gourlay ne put même pas avoir accès à ces listes et ses « estimations » deviennent alors largement spéculatives, fondées sur le recoupement de renseignements divers et d'impressions personnelles. Au terme de l'ouvrage, il en arrive à une population totale de 83 250 personnes, qu'il confronte avec l'estimation faite par Bidwell en 1811, laquelle s'élevait à 76 984.

Le travail d'estimation et la discussion critique auxquels se livre Gourlay présentent, par rapport à ce que l'on trouve chez les auteurs qui l'ont précédé, une série de traits originaux. Ainsi, Gourlay considère qu'en raison du développement inégal qui caractérise la province, toute tentative de fixer

83 Pour une analyse approfondie des recensements canadiens du XIX^e siècle considérés comme « science en action », voir Curtis, *The Politics of Population*.

84 Pour l'application de cette méthode au district de London, par exemple, voir Gourlay, *Statistical Account*, vol. 1, p. 356–357.

85 Par exemple, dans le district de Newcastle, on trouve 789 payeurs de taxes, ce qui multiplié par 6 donne 4 734 personnes, auxquelles on ajoute 266 pauvres, pour un total bien rond de 5 000 personnes (Gourlay, *Statistical Account*, vol. 1, p. 469).

le chiffre de la population d'un *township* à partir d'un autre indicateur (nombre de maisons, nombre de personnes taxées) doit faire appel à des multiplicateurs distincts selon les districts, plutôt que de recourir à un multiplicateur unique pour l'ensemble de la province comme l'avait fait avant lui Bidwell. Selon Gourlay, la méthode de Bidwell l'a conduit à une surestimation de la population, puisque le multiplicateur unique retenu par ce dernier avait été mis au point à partir d'un des *townships* les plus florissants de la province et, partant, susceptible de présenter une proportion de personnes non taxées plus élevée que d'autres, moins peuplés⁸⁶. Pour rendre compte des écarts inattendus qu'il observe entre estimations différentes, Gourlay invoque soit des différences de méthode de cet ordre, soit l'action de causes dont les effets se sont produits quelque part entre les estimations (la guerre de 1812 constituant la plus importante). Son approche n'est pas non plus dénuée d'esprit autocritique, puisque, s'il pense que Bidwell a péché par surestimation, il conclut à une probable sous-estimation de sa part : certains des rapports n'auraient, craint-il, donné que le nombre de personnes taxées; une population de 90 000 âmes lui semble une estimation plus réaliste⁸⁷. Un calcul de la densité de la population pour les districts les mieux couverts par l'enquête (six personnes au mille carré) l'amène à conclure, encore une fois, à la capacité d'accueil de la province. L'objet de toute la discussion, finalement, est plus rhétorique que pratique : il s'agit de convaincre les autorités de l'utilité d'organiser sur une base régulière la collecte de renseignements exacts sur la population⁸⁸.

L'objectivation de l'opinion

Les doléances exprimées à l'occasion de l'enquête de Gourlay et de ses suites politiques n'étaient pas entièrement nouvelles. En 1809, John Mills Jackson avait publié à Londres un pamphlet dans lequel il dénonçait les obstacles auxquels il s'était heurté lors de son bref séjour dans la province; comme Gourlay, qui reproduira de longs passages du texte de Jackson dans le *Statistical Account*, celui-ci s'en prend à l'inefficacité, au favoritisme et au despotisme des autorités haut-canadiennes⁸⁹. La façon dont procède Gourlay donne

86 *Ibid.*, p. 612–614.

87 Lorsqu'il met à jour son estimation en y ajoutant l'accroissement naturel, les colons arrivés depuis le moment de l'enquête, les militaires et les Indiens, Gourlay en arrive à un total de 134 259 pour l'année 1820, un chiffre supérieur à celui des spéculations de Strachan (*ibid.*, p. 617).

88 *Ibid.*, p. 616.

89 John Mills Jackson, *A View of the Political Situation of the Province of Upper Canada in North America*, Londres, 1809. Comme Gourlay, Jackson s'était vu refuser une concession en raison de son attitude critique à l'endroit des autorités. Son pamphlet fit l'objet d'une condamnation pour libelle de la part de l'Assemblée législative. Dans le *Statistical Account* (vol. 2, p. 317–336), Gourlay, en plus de reproduire des passages du livre de Jackson et les documents de l'Assemblée relatifs à cette affaire, réplique de façon injurieuse à la réponse anonyme qu'avait faite Richard Cartwright, important marchand et membre du conseil législatif, au livre de Jackson (*Letters from an American Loyalist in Upper Canada to his Friend in England: on a Pamphlet published by John Mills Jackson, Esquire entitled A View of the Province of Upper Canada*, York, 1810).

cependant à ces critiques une tout autre portée. Contrairement au pamphlet traditionnel, porté par son seul signataire et susceptible de n'exprimer que des vues idiosyncratiques sinon basement intéressées, les rapports des assemblées de township apparaissent indépendants des vues de leur « compilateur ». Le caractère démocratique (et inquiétant aux yeux des autorités) de cette procédure est attesté par le commentaire de Strachan qui reproche à l'enquête de Gourlay de ne pas s'en tenir à l'opinion des « respectable individuals », mais de poser des questions aux « freeholders of each township⁹⁰ ».

Encore une fois, la « méthode statistique » offre des avantages évidents. D'abord, à la différence des méthodes plus traditionnelles de l'observation ou de la conversation avec un échantillon de notables, par nécessité sélectives, elle permet un recensement complet des opinions : Gourlay n'en dénombre pas moins de 23. Mais, surtout, elle autorise une mise en ordre de ces opinions, de la première à la vingt-troisième, selon la fréquence de leur expression plutôt qu'en fonction de la respectabilité de ceux qui les émettent. En fait, la capacité d'articuler une opinion relative au bien général de la province apparaît consubstantielle de l'individu autonome caractéristique de l'imaginaire radical d'un Gourlay. Ainsi, pas moins de 24 rapports sur 57 (42 pour cent) mentionnent la possession de terres par des propriétaires ne les occupant pas et 19 (33 pour cent) font référence aux terres réservées pour la Couronne et le clergé anglican : on trouve en fait mention de l'une ou l'autre de ces opinions, les plus susceptibles de valider les vues de Gourlay sur le fléau des terres incultes et les bienfaits de la taxe unique, dans 31 rapports (54 pour cent)⁹¹. La présentation de ces données est faite sous une forme s'approchant de celle du tableau : la disposition typographique permet de distinguer, en colonnes, le rang de chaque opinion, le nombre de rapports dans lesquels elle figure, et enfin le syntagme correspondant à cette opinion, suivi des numéros des pages où il en est fait mention.

D'une manière conforme à la publicité sous le signe de laquelle ont été menées l'enquête et les activités politiques de Gourlay, enfin, les *township reports* se ferment sur un index permettant au lecteur de procéder en quelque sorte à une vérification du travail du compilateur et réaffirmant du coup l'effacement de la subjectivité qu'autorise le tableau statistique. Ainsi, par une sorte d'alchimie résultant de sa rencontre avec le chiffre et avec le support matériel du tableau, l'opinion n'est plus fonction de l'éminence ou de l'autorité de la personne qui l'exprime : désormais pourvue d'une valeur cardinale, elle acquiert la consistance et la densité propres au fait et, du coup, quitte l'univers restreint et borné de la subjectivité, de la conviction ou de l'appréciation personnelles pour accéder au domaine de la discussion publique.

90 Strachan, *A Visit to the Province of Upper Canada*, p. 187.

91 Comme le précise Gourlay, les dix-huitième (« People, who got land, from the United States, and went off after selling it [à des spéculateurs] »), seizième (« lands in the hands of individuals unwilling to sell ») et huitième (« lands of Indians ») opinions ont également trait à l'abondance des terres inoccupées (*Statistical Account*, vol. 2, p. 404).